

ML.

L.7927/1.

- 1 -

28. JUIL 1962

ROYAUME DE BELGIQUE

Transmis à M.
E. Dierckx, Ministre de la Justice

Coordination (2)

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code pénal et la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne", a donné le 19 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e mei 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Strafwetboek en van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart" heeft de 19e juni 1962 het volgend advies gegeven :

L'article 1er de l'avant-projet de loi soumis au Conseil d'Etat remplace les articles 406, 510, 512, 513, 518, 520, 521 et 523 du Code pénal. Un amendement introduit par le Gouvernement insère dans le Code pénal un article 330bis et un article 330ter.

Etant donné qu'il s'agit de dispositions de caractère pénal qui répriment des infractions distinctes, il s'indiquerait que les modifications que le projet apporte au Code pénal fassent l'objet d'autant d'articles distincts qu'il y a d'articles à modifier dans ce Code.

Les considérations que fait valoir l'exposé des motifs au sujet de la modification de l'article 406 du Code pénal et de l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 sont les suivantes :

"1. La circulation ferroviaire et la circulation aérienne sont déjà protégées dans une grande mesure, la première, par l'article 406 du Code pénal et la seconde, par l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Certaines lacunes subsistent néanmoins.

Quant aux dispositions légales et réglementaires relatives à la circulation routière, fluviale et maritime, elles sont nettement insuffisantes.

.../...

Le projet de loi qui vous est présenté remédie à cet état de choses.

Il modifie ou complète, d'une part, l'article 406 du Code pénal, qui réprimera désormais les entraves à la circulation ferroviaire, routière, fluviale ou maritime, et, d'autre part, l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 pour ce qui concerne la circulation aérienne".

En réalité le projet ne se borne pas à combler des lacunes, il modifie les éléments constitutifs des infractions réprimées par l'article 406 du Code pénal et l'article 30 de la loi du 27 juin 1937.

L'article 406 du Code pénal réprime l'entrave volontaire à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer par un moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails. L'article 30 de la loi du 27 juin 1937 punit celui qui aura volontairement compromis la navigabilité ou la sécurité de vol d'un aéronef. La peine prévue est la réclusion.

La nouvelle disposition de l'article 406 ne s'appliquera plus uniquement à la circulation ferroviaire, mais aussi à la circulation routière, fluviale et maritime. La circulation aérienne continuera à faire l'objet d'une disposition spéciale. Mais alors que les dispositions actuelles répriment l'entrave volontaire à la circulation, les dispositions nouvelles tant de l'article 406 du Code pénal que de l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 ne seront applicables que lorsque l'auteur aura agi méchamment.

.../...

L'article 406 nouveau établit une distinction.

Dans le cas où l'action par laquelle la circulation a été entravée a porté atteinte aux voies de communication, aux ouvrages d'art, au matériel ou aux véhicules, ou a été de nature à rendre dangereux la circulation ou l'usage des moyens de transport, la peine est la réclusion.

Dans le cas où l'action a été simplement de nature à empêcher la circulation ou l'usage des moyens de transport, la peine est un emprisonnement de huit jours à trois mois et une amende de vingt-six à mille francs. Dans ce dernier cas, à défaut de disposition spéciale, la tentative ne sera pas punissable.

De même, en ce qui concerne la circulation aérienne, le projet établit une distinction entre le cas où l'auteur de l'acte compromet méchamment la navigabilité ou la sécurité de vol d'un aéronef (article 30) et l'hypothèse où, "hors les cas prévus à l'article précédent", il aura, "par un moyen quelconque, méchamment arrêté ou entravé la circulation par air" (article 30bis).

+

+ +

Aux termes du nouvel article 406, le fait ne sera punissable que pour autant que son auteur ait agi méchamment. Ainsi les peines prévues aux articles 407 et 408 en raison des blessures et de la mort causées par le fait, ne pourront être appliquées que si l'auteur a agi avec une intention méchante. Il en résulte

.../...

que lorsque l'auteur aura agi volontairement, mais sans cette intention, l'acte ne pourra être réprimé en vertu des articles 407 et 408 qui prévoient des peines criminelles, mais par application, suivant le cas, soit des articles 398, 399 et 400, relatifs aux blessures faites et aux coups portés volontairement, et de l'article 401, réprimant les coups et blessures ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner, soit des articles 418, 419 et 420 relatifs à l'homicide ou aux lésions involontaires. La conséquence en sera, dans certains cas, un adoucissement de la loi pénale.

+

+ +

L'article 512 actuel punit de la réclusion ceux qui auront mis le feu à des récoltes coupées ou à des bois abattus et mis en tas ou en stères. Le projet étend le champ d'application de cet article : il punit l'incendie des propriétés mobilières d'autrui. Les peines applicables seront l'emprisonnement d'un an à cinq ans et l'amende de cent à mille francs. La tentative d'un incendie demeure punissable en vertu de l'article 514, qui reste en vigueur.

Le texte de l'article 512 en projet porte :

"Seront punis ... ceux qui auront volontairement mis le feu aux propriétés mobilières d'autrui".

"Si ces propriétés appartiennent exclusivement à ceux qui les ont incendiées ...".

.../...

Afin d'éviter une contradiction entre les deux alinéas de cet article et pour remédier à un manque de concordance entre le texte néerlandais (onroerende goederen) et le texte français (propriétés mobilières), il s'impose de commencer le deuxième alinéa par les mots : "si les propriétés mobilières ...".

+
+ +

Le début de l'article 518 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Lorsque l'incendie a causé des blessures à une ou plusieurs personnes, et que l'auteur du fait a dû présumer ...".

+
+ +

L'article 521 actuel réprime la destruction ou le renversement par quelque moyen que ce soit, des édifices, ponts, digues, chaussées, chemins de fer ou autres constructions. Le champ d'application de cette disposition est élargi. L'énumération est complétée et l'article s'appliquera à tous "autres ouvrages d'art, constructions ou véhicules".

La nouvelle disposition établit une distinction entre, d'une part, la destruction, qui reste punie de la réclusion, et, d'autre part, le renversement ou la mise hors d'usage, qui seront punis d'emprisonnement. La tentative de renversement ou de mise hors d'usage n'est pas punissable.

+
+ +

Comme l'explique l'exposé des motifs, l'article 523 actuel du Code pénal réprime la destruction de machines à vapeur. La loi du 10 mars 1925 a rendu les articles 523 à 525 applicables aux faits de destruction partielle ou totale de machines ou d'installations pour la production, la transformation, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique et aux faits d'empêchement ou d'atteinte volontaire au transport de l'énergie électrique sur les lignes et réseau régulièrement autorisés.

Le projet rend l'article 523 applicable à la destruction de toute machine destinée à produire, transformer ou distribuer l'énergie motrice ou à en consommer à des fins autres que purement domestiques. Il abroge en conséquence l'article 27, alinéa 1er, de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

Il est douteux que, dans sa rédaction nouvelle, l'article 523, qui vise les "machines", puisse être appliqué à la destruction de cables servant au transport de l'énergie électrique. L'article 27 actuel de la loi sur les distributions d'énergie électrique vise : "les machines et installations".

Cette dernière disposition mentionne non seulement la distribution, mais aussi le transport de l'énergie électrique, termes qui n'ont pas été repris dans le projet.

.../...

Enfin, de même que l'article 512 et l'article 521 punissent l'incendie, la destruction et le renversement de choses appartenant à autrui, l'article 523 actuel punit la destruction de machines à vapeur "appartenant à autrui". Ces derniers mots ne figurent pas dans le nouveau texte.

+
+ +

Par un amendement au projet, le Gouvernement propose d'insérer dans le Code pénal un article 330bis et un article 330ter.

Les dispositions actuelles du Code pénal répriment :

- 1° la menace d'un attentat, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés contre les personnes ou les propriétés (articles 327, 328 et 329);
- 2° la menace d'un attentat punissable de la réclusion (article 330).

Actuellement ne sont punies ni la menace d'un attentat punissable d'emprisonnement, ni la menace d'un attentat punissable de la réclusion, lorsqu'une telle menace n'est pas faite par écrit.

.../...

L'objet des articles 330bis et 330ter en projet est de punir la menace de ces attentats dans certains cas.

L'article 330bis punit la menace d'un attentat punissable d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois mois, si elle est faite par écrit, anonyme ou signé, et avec ordre ou sous condition.

L'article 330ter réprime la menace verbale d'un attentat punissable de la réclusion ou d'un emprisonnement de trois mois au moins, lorsqu'elle est faite avec ordre ou sous condition.

Artikel 1 van het aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet vervangt de artikelen 406, 510, 512, 513, 518, 520, 521 en 523 van het Strafwetboek. Een door de Regering ingediend amendement voegt in hetzelfde Wetboek een artikel 330bis en een artikel 330ter in.

Het gaat hier om strafbepalingen op van elkaar onderscheiden misdrijven, zodat de ontworpen wijzigingen vastgesteld kunnen worden in zoveel artikelen als er in het Strafwetboek worden gewijzigd.

Met betrekking tot de wijziging van artikel 406 van dat Wetboek en van artikel 30 van de wet van 27 juni 1937; zegt de memorie van toelichting :

"1. Het trein- en luchtverkeer zijn reeds in grote mate beschermd, het eerste door artikel 406 van het Strafwetboek, het tweede door artikel 30 der wet van 27 juni 1937, houdende herziening van de wet van 16 november 1919 over de regeling van de luchtvaart. Bepaalde leemten blijven nochtans over.

De wettelijke bepalingen en de reglementen betreffende het verkeer op de weg, op de binnenwaters en op zee zijn echter volstrekt onvolgende.

.../...

Het ontwerp van wet dat U wordt voorgelegd, verhelpt deze toestand. Het brengt een wijziging of een aanvulling, enerzijds van artikel 406 van het Strafwetboek dat voortaan de belemmering van het verkeer op de spoorweg, de weg, de binnenwaters of op zee zal bestraffen en, anderzijds, van artikel 30 van de wet van 27 juni 1937 voor wat het luchtverkeer betreft".

In feite beperkt het ontwerp zich niet tot het aanvullen van leemten, maar wijzigt het de bestanddelen van de misdrijven waarop artikel 406 van het Strafwetboek en artikel 30 van de wet van 27 juni 1937 straf stellen.

Artikel 406 van het Strafwetboek straft de vrijwillige belemmering van het verkeer van een trein op een spoor door een middel dat de trein kan doen stoppen of doen ontsporen. Artikel 30 van de wet van 27 juni 1937 straft degene die de luchtwaardigheid of de vliegzeekerheid van een luchtvaartuig vrijwillig in gevaar heeft gebracht. De straf is opsluiting.

De nieuwe bepaling van artikel 406 betreft niet meer alleen verkeer per spoor, maar ook langs de weg, bij de binnenvaart en ter zee. Voor het luchtverkeer blijft een bijzondere bepaling bestaan. Terwijl echter de huidige bepalingen de vrijwillige verkeersbelemmering straffen, zullen de nieuwe, zowel die van artikel 406 van het Strafwetboek als die van artikel 30 van de wet van 27 juni 1937, slechts toepassing vinden wanneer er kwaadwilligheid is.

In het nieuwe artikel 406 wordt een onderscheid gemaakt.

Is bij de handeling waardoor het verkeer is belemmerd, schade toegebracht aan verkeerswegen, kunstwerken, materieel of rij- en voertuigen, of heeft zij het verkeer of het gebruik van vervoermiddelen gevaarlijk gemaakt, dan wordt zij met opsluiting gestraft.

Is de handeling gewoon van die aard geweest dat zij het verkeer of het gebruik van vervoermiddelen kon belemmeren, dan wordt zij gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank. In dit laatste geval is poging, bij gemis van bijzondere bepaling, niet strafbaar.

Ook wat het luchtverkeer betreft, maakt het ontwerp een onderscheid naargelang de dader de luchtwaardigheid of de vliegveiligheid van een luchtvaartuig kwaadwillig in gevaar brengt (artikel 30), dan wel "buiten de gevallen van het vorig artikel door welk middel ook het luchtverkeer heeft opgehouden of belemmerd" (artikel 30bis).

+

+ +

Volgens het nieuwe artikel 406 zal het feit alleen strafbaar zijn voor zover er bij de dader kwaadwilligheid is. De straffen bepaald in de artikelen 407 en 408 wegens door het feit veroorzaakte verwondingen of dood, zullen dus alleen kunnen worden toegepast wanneer de dader met kwaad opzet heeft gehandeld.

.../...

Hieruit volgt dat, wanneer de dader vrijwillig, maar zonder dat kwaad opzet, zal hebben gehandeld, de handeling niet kan worden gestraft krachtens de artikelen 407 en 408 waarin criminele straffen zijn bepaald, maar met toepassing, naar gelang van het geval, hetzij van de artikelen 398, 399 en 400 betreffende de vrijwillig toegebrachte slagen of verwondingen, en van artikel 401 tot bestraffing van slagen of verwondingen die, zonder het oogmerk om te doden, de dood hebben veroorzaakt, hetzij van de artikelen 418, 419 en 420 betreffende de onvrijwillige doding en de onvrijwillige lichamelijke letselen. In bepaalde gevallen zal dit neerkomen op een verzachting van de strafwet.

+

+ +

Het huidige artikel 512 straft met opsluiting degenen die de brand steken in afgesneden veldvruchten of in afgehakt en op hopen of in wissen gezet hout. Het ontwerp verruimt de werkingssfeer van dit artikel : het straft het in brand steken van andermans roerende eigendommen met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank. Poging tot brandstichting blijft strafbaar zoals bepaald in artikel 514, dat van kracht blijft.

De nieuwe tekst van artikel 512 luidt in het ontwerp als volgt :

"Met gevangenisstraf ... worden zij gestraft die vrijwillig een anders onroerende eigendommen in brand steken".

.../...

"Indien deze eigendommen uitsluitend toebehoren aan hen die ze in brand hebben gestoken ...".

Om tegenspraak met het eerste lid te vermijden en om de Nederlandse tekst, waar er spraak is van "onroerende eigendommen", in overeenkomst te brengen met de Franse tekst, die "propriétés mobilières" vermeldt, leze men het tweede lid als volgt :

"Indien de roerende goederen ...".

In het eerste lid moet "onroerende" door "roerende" worden vervangen.

+

+ +

Artikel 518 kan beter beginnen als volgt :

"Wanneer de brand verwondingen veroorzaakt aan een of meer personen, en de dader van het feit moest vermoeden dat ...".

+

+ +

Het huidige artikel 521 straft "al wie, door welk middel ook, gebouwen, bruggen, dijken, steenwegen, spoorwegen of andere bouwwerken vernielt of overhoop werpt". De werkingssfeer van deze bepaling wordt verruind. De opsomming wordt aangevuld en het artikel zal toepassing vinden op alle "andere kunstwerken, bouwwerken of voertuigen".

.../...

De nieuwe bepaling onderscheidt enerzijds de vernieling, die met opsluiting gestraft blijft, en anderzijds de "omverwerping of onbruikbaarmaking", die met gevangenisstraf worden gestraft. Op poging tot "omverwerping of onbruikbaarmaking" staat geen straf.

+

+ +

Zoals de memorie van toelichting zegt, straft het huidige artikel 523 van het Strafwetboek de vernieling van stoomtuigen. De wet van 10 maart 1925 heeft de artikelen 523 tot 525 toepasselijk verklaard op "feiten van gedeeltelijke of gehele vernieling van machines of inrichtingen voor de voortbrengst, de omzetting, het vervoer, de bezorging en de benutting van elektrische energie en op feiten van verhindering van of opzettelijke aanslag op het vervoer van elektrische energie op de wettelijk toegelaten lijnen en netten".

Het ontwerp verklaart artikel 523 van toepassing op de vernieling van ieder "tuig voor voortbrenging, omzetting of verdeling van drijfkracht of voor het verbruik daarvan voor andere dan louter huishoudelijke doeleinden". Hiermee wordt artikel 27, eerste lid, van de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening opgeheven.

De vraag is of de nieuwe tekst van artikel 523, die spreekt van "tuig", kan worden toegepast op de vernieling van kabels die dienen voor het vervoer van elektrische energie. Het huidige artikel 27 van de wet op de elektriciteitsvoorziening spreekt van "machines of inrichtingen".

.../...

Laatstgenoemde bepaling vermeldt niet alleen de "bezorging" maar ook het "vervoer" van elektrische energie. Deze laatste term is in het ontwerp niet overgenomen.

Zoals de artikelen 512 en 521 straf stellen op de vernieling en de omverwerping van andermans goederen, straft het huidige artikel 523 ten slotte de vernieling van stoomtuigen "die aan een ander toebehoren". Deze laatste woorden staan niet meer in de nieuwe tekst.

+

+ +

In een amendement op het ontwerp stelt de Regering voor, een artikel 330bis en een artikel 330ter in het Strafwetboek in te voegen.

De huidige bepalingen van het Strafwetboek straffen :

- 1° bedreiging met een met doodstraf of dwangarbeid strafbare aanslag op personen of op eigendommen (artikelen 327, 328 en 329);
- 2° bedreiging met een met opsluiting strafbare aanslag (artikel 330).

Thans zijn niet strafbaar bedreigingen met een met gevangenisstraf strafbare aanslag of bedreigingen met een met opsluiting strafbare aanslag, wanneer die bedreigingen niet schriftelijk zijn geuit.

.../...

De artikelen 330bis en 330ter van het ontwerp bedoelen de bedreiging met zodanige aanslagen in bepaalde gevallen te straffen.

Artikel 330bis stelt straf op bedreiging met een aanslag die strafbaar is met gevangenisstraf van ten minste drie maanden, indien zij bij naamloos of ondertekend geschrift, onder uiting van een bevel of onder een voorwaarde geschiedt.

Artikel 330ter stelt straf op mondelinge bedreiging met een aanslag die strafbaar is met opsluiting of met gevangenisstraf van ten minste drie maanden, wanneer zij onder uiting van een bevel of onder een voorwaarde geschiedt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

F. DUCHENE,

assesseurs de la
section de législation,

Ch. VAN REEPINGHEN,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.